



POVR M^{re} Jacques Benigne Bossuet, Prestre, Docteur en Theologie,
 Predicateur ordinaire du Roy, Prieur, Doyen de Saint Sulpice de
 Gassicourt.

CONTRE Doms Paul Rancher, François Valgrae, Jean Gouyn, André de Cu-
 gnac d'Imonuille, & Pierre du Laurent, pretendans droict audit Doyenné.



LE Benefice contentieux est vn Prieuré Doyenné del'Ordre de Cluny, nommé
 de S. Saint Sulpice de Gassicourt, Diocese de Chartres, duquel M^{re} Pierre
 Bedacier Euesque d'Auguste, Suffragant de Mets, a esté le dernier paisible
 possesseur.

Ledit sieur allant de Paris à Mets au mois d'Octobre 1660. tomba malade
 à Chasteau Thierry, d'où il fut porté au Chasteau du Charmel à trois lieues
 de là, où le 13^e dudit mois il fit sa demission pure & simple dudit Prieuré en-
 tre les mains de M^r le Cardinal Mazarini Abbé de Clugny, qui le conféra le 16.
 suivant à Dom Jacques Droüas Religieux de l'Ordre de S. Benoist, Ledit sieur Euesque mourut le
 19. suivant, & le 4^e iour apres que ledit Seigneur Cardinal eust pourueu sur ladite demission pure
 & simple.

Cette mort fit prendre pensée à plusieurs sur ce Benefice.

Dom Rancher en eust des Bulles du 20. Novembre 1660. *per obitum.*

Droits des
 Contendans.

Dom François Valgrae en eust de mesme, *per obitum*, du 5^e Decembre 1660. & 23. Auri
 1661.

Dom Jean Gouyn, comme Gradué, fit sa requisition le 25^e Feurier 1661. & prit des Prouisions
 du Vicaire General de Chartres le 11^e Mars suivant.

Dom Charles Fondrinier aussi comme Gradué, fut pourueu par Dom Lemperiere, soy disant
 Grand Prieur & Vicaire general de Cluny du 25. Mars 1661. C'est celuy duquel Dom Pierre du
 Laurent a droict.

Et Dom André de Cugnac d'Imonuille, encore comme Gradué, fit sa requisition le 4. Mars 1661.
 & prit ses Prouisions du Vicaire General de Chartres du dernier desdits mois & an.

Tous les sùddits sont obituaires, & par consequent sans droit, ledit Prieuré n'ayant pas vacqué
 par mort, mais par la demission pure & simple sur laquelle ledit Droüas a esté pourueu du viuant
 dudit sieur Euesque: Ainsi Bossuet les exlut tous pourueu en commande par Bulles de sa Sainte-
 ré du 25. Feurier 1661. sur la cession dudit Droüas, & *per obitum dicti Bedacier ultimi commenda-*
terij.

Pour destruire la prouision dudit Bossuet, lesdites parties firent d'abord plusieurs objections
 au procez, tant contre la Bulle qu'ils accuserent d'obreption, que contre la Prouision dudit
 Droüas qu'ils pretendoient nulle, tant sur des defauts pretendus de ladite demission, que sur le de-
 faut de controlle; Mais nonobstant ces objections, il est certain qu'ils virent bien que ledit Bos-
 suet gaignoit hautement sa cause, & eust obtenu sans difficulté la plaine maintenue. C'est pour-
 quoy comme ils sont bien d'accord, lesdits D. Rancher, de Cugnac, du Laurens, & Monsieur
 Herué, qui est la partie principale, quoy que non en qualité dans le procez, ils obligerent ledit
 Rancher de mettre en fait la garde du corps pour empescher le iugement dudit Procez qui estoit
 en estat; Et cependant ledit de Cugnac demanda la permission de faire compulser le Registre de M^{re}
 Pierre Cousturier, dans le dessein de prouuer vne pretendue course ambitieuse. Ils arresterent l'af-
 faire par ce fait de garde de corps, mais ils ne peurent pas empescher que le Conseil voyant leurs
 chicanes, ne fit audit Bossuet toute la iustice qu'il luy pouuoit faire, en luy adiuageant la prouision.

Estat du
 Procez.

Depuis les Enquestes ont esté faites respectiuelement touchant la garde du corps, comme aussi le-
 dit compulsoire requis par ledit de Cugnac; Et enfin lesdites parties nonobstant tous leurs artifices
 ont eu si peu de confiance en ces faits calomnieusement inuentez, qu'ils ont fait pour dernier effort
 de leur chicanne six mois apres les enquestes, vne inscription de faux contre les prouisions de
 Droüas, par Dom Pierre du Laurent, qui menace d'en faire encore beaucoup d'autres, ayant desia
 tenté d'en faire contre le Registre Mortuaire du Curé du Charmel, & contre le Registre dudit
 Cousturier: Et voila l'estat du procez.

Ledit Bossuet soustient que toute la question est reduite ausdits faits posez par les parties.

Moyens de

La raison est, qu'il est certain que lesdites parties ne les ont posez que par ce qu'ils voyoient bien droit conuerts
 qu'en se reduisant aux raisons de droit, ils perdoient nettement leur cause; ainsi l'Arrest interlo- par deux Ar
 eutoire preiuge la validité des Prouisions de Droüas, & que les Bulles dudit Bossuet ne sont obre- restr.



prices, autrement le Conseil auroit adiugé le benefice au mieux pourueu, gradué ou autre.

Le fait de la garde du corps presuppose vn tiltre valable si la garde n'est prouuée, autrement le Conseil auroit inutilement interloqué.

Bossuet a esté admis à prouuer les faits contraires à ceux posez par ledit Rancher. En vain auroit il esté admis à soustenir tant de frais pour cette preuue, si l'ayant faite, de sorte qu'il n'y arien à adiouster, elle ne luy seruoit de rien, & s'il n'en perdoit pas moins sa cause sur des moyens qui estoient au procez lors que le Conseil a interloqué, *frustra probatur, &c.*

Aussi le Conseil a-t'il admis purement & simplement la preuue respectiue des faits sans rien retenir au bas de l'Arrest.

Et les parties ont tellement reconnu qu'en vertu de cet Arrest interlocutoire la question estoit reduite aux faits posez, qu'ils ont pris Requête ciuile contre ledit Arrest, en ce que faite dudit retenu au bas de l'Arrest, les moyens de droit estoient couuerts, de laquelle Requête ciuile ledit Rancher, & lesdits de Cugnac & du Laurent à luy joints, nonobstant l'autorité de Monsieur Heruë qui l'auoit fait obtenir, furent deboutez à l'Audiance, avec amande & despens.

Ainsi tant par les procedures des parties que par les Arrests du Conseil, la question est reduite aux faits posez, les autres moyens sont couuerts, & en effet ils sont si legers que quand ils seroient en leur entier, le Conseil ny auroit aucun égard.

Ces moyens
en effet sont
nuls.

1. Moyen.

1. On objecte la subreption dans les Bulles dudit Bossuet, sur ce qu'il a obtenu ledit Prieuré en commande, *quatenus dictus Bedacier, sic possidebat*; Mais ce moyen n'est pas soustenable. On est demeuré d'accord au procez, que Messire Pierre Bedacier auoit esté premierement pourueu en regle comme Religieux, mais aussi on a fait voir qu'apres sa promotion à l'Episcopat, il en auoit obtenu nouuelles prouisions en commande pure & simple sans decret de retour, lesquelles ont esté produites, ainsi nulle difficulté à cet égard.

2. Moyen.

2. On objecte la confidence entre Droüas & Bossuet sans preuue & sans apparence, comme il a esté monstre au procez; Mais il sied bien à Dom Rancher de l'objecter, luy qui preste son nom si visiblement à Monsieur Heruë, & à Dom du Laurent, qui a plaidé si long-temps en cette cause, sous celuy de Dom Charles Fourdrinier qui le luy prestoit & à Dom André de Cugnac, qui ne fait autre mestier depuis tant d'années, que de requérir, plaider & s'accomoder; Et enfin à tous les trois desquels ledit sieur Heruë habile & ardent comme il est, ne poursuuiroit pas si chaudement, & si publiquement les interets, s'il ne se seruoit de leur nom & de leur concours, pour luy mesme.

3. Moyen.

3. On objecte que la demission dudit sieur Euesque d'Auguste, ne constituë point de Procureur, & delà, quelle consequence? Il suffit qu'il paroist qu'il a eu intention de se demettre, qu'il s'est remis en effet, que le Collateur a connu sa volonté, qu'il a pourueu & usé de son droit de conferer, *quocunque genere vacationis*, & si le Notaire a manqué à son stile dans vne chose non essentielle, & qui n'est ordonnée par aucune loy, cela ne peut nuire. La constitution de Procureur a esté iugée necessaire par quelques Docteurs, afin que le Resignant fust en liberté de reuoker, en faisant signifier aux Procureurs la reuocation de leur pouuoir. Mais l'usage ayant estably qu'on laisse le nom des Procureurs en blanc, ce moyen de reuoker ne peut subsister, & au lieu de cela on a introduit de signifier la reuocation au Collateur dans les resignations pures & simples, & au resignataire dans celles *in fauorem*, ce qui empesche beaucoup de fraudes qu'on pourroit faire si la reuocation se faisoit aux Procureurs, ainsi la constitution de Procureur n'est ny necessaire ny essentielle.

On exige la constitution de Procureur dans les resignations, *in fauorem*, en Cour de Rome, à cause du consens qu'il faut donner sur les lieux, *coram Papa*.

Dans les resignations entre les mains de l'Ordinaire, il suffit que le Titulaire ait abdiqué, *quocunque modo*, & que l'abdication soit connue au Collateur, comme elle a esté en ce cas par vn instrument public pardenant Notaire & témoins.

4. Moyen.

Defaut d'in-
sinuation &
de controlle.
Couuert quād
tous les au-
tres ne le se-
roient pas.

4. On objecte le defect d'insinuation & de controlle en la Prouision dudit Droüas dont Bossuet a le droit. Mais quand tous les autres moyens de droit qui consistent en quelque discussion ne seroient point couuerts par l'Arrest interlocutoire, celuy cy qui n'a pû estre inconnu au Conseil, & qui gist en la seule veüe, le seroit sans aucun doute; Car si le defect d'insinuation ou de controlle emportoit la nullité de la prouision, ny les parties ne se seroient pas tourmentées à entasser tant de faits, à sçauoir Rancher la garde du corps, Cugnac la course ambitieuse, du Laurent la fausseté, ny le Conseil n'auroit pas engagé les parties à de si longues procedures & à de si grands frais depuis quatre ans au sujet de la validité de la Prouision dudit Droüas, mais l'auroit rejetée d'abord comme ayant vn defect tout visible & tout decouvert allegué en plusieurs endroits par les parties. Or tant s'en faut que le Conseil ait iugé que le tiltre dudit Bossuet fust nul, qu'au contraire il luy a adiugé la Prouision, comme ayant le tiltre le plus apparent, & mesme certain si les faits n'estoient pas prouuez; Que s'il a esté obligé à donner Caution, c'est à cause de la qualité du fait de la garde du corps, qui emporte vne restitution des fruits s'il estoit prouué.

C'est faire trop d'iniure à la iustice du Conseil, que de croire qu'il ait donné lieu à vn si grand & si long procez pour la validité d'une piece dont la nullité paroistroit d'abord & en vn moment;

en vain tant d'enquestes, tant de procez verbaux, tant d'inscriptions de faux, tant de chicanes, si l'affaire peut estre iugée par le seul defect d'insinuation & de controle. Aussi est il à remarquer que les parties ne s'y arrestent pas; ce qui paroist en ce que ladite Requête civile par eux prise pour soutenir que les moyens de droit ne sont pas couverts, ne s'arreste qu'à celui de la subreption dans les Bulles dudit Bossuet que lesdits Rencher & ses consorts pretendirent n'avoir pas esté examiné, & ne parle en nulle maniere du defect d'insinuation, lequel ayant esté allegué par eux, ils ne pouvoient dire qu'il n'eust pas esté remarqué. Ils iugerent bien sans doute qu'ils eussent esté ridicules de soutenir que cette affaire apres vn si grand embarras de procedures dust estre decidée par vne chose qui dès le commencement eust esté si claire & si palpable par elle mesme.

Que s'il est permis de penetrer dans les raisons qui ont empêché le Conseil de s'arrestier à ce defect d'insinuation ou de controle, on peut dire que sont esté les suivantes.

*Pourquoy le
Conseil ne*

L'Edit des Controles ordonne, art. 19. que les Procurations & Prouisions soient controllées & enregistrees deux iours avant le deceds des resignans & permutans. Mais on ne peut plus avoir égard à cet Edit, puisque non seulement il a esté reuoké à la requeste de tout le Clergé de France, mais qu'en effet il ny a plus ny controles ny Controlleurs, & partant il y a impossibilité à observer.

*s'est pas arrete
ste en ce fait
à l'insinua-*

L'Edit des Insinuations a succédé, lequel renoue en partie, & en partie explique & interprete celui du Controle, & dans lequel il est ordonné art. 13. que les Prouisions seront nulles, si les Procurations ne sont admises & insinuées du vivant du resignant: Est à noter qu'il n'ordonne point l'insinuation des Prouisions lesquelles on estoit obligé par l'Edit du Controle de faire contrôler: Il ne faut pas obmettre icy que l'Edit des Insinuations n'est pas verifié au Grand Conseil, & que l'observance de l'Edit du Controle lequel y est verifié, est impossible, comme il a esté dit cy-dessus.

Au reste il est certain, 1. Que les insinuations à cet esgard ne sont pas *in viridi observantia*, les Docteurs estant d'accord que tels Edits sont Edits burfaux auxquels on n'a pas beaucoup d'égard, si ce n'est peut estre dans le cas de presumption de fraude.

Les Docteurs enseignent que pour donner lieu à cette presumption, il est requis & necessaire que les trois presumptions de fraude concourent ensemble; A sçavoir, que le Resignant soit à l'extremité; Que le Pourueu soit son parent ou son domestique; Que le Benefice soit affecté à quelque expectant: Or est-il que la seconde presumption qui est la principale, n'a aucun lieu dans cette affaire, Droüas qui a esté pourueu sur la demission dudit sieur Euesque, n'estant ny son parent ny son domestique.

Quant à la troisième presumption, il est vray que la demission a esté admise dans le mois d'Octobre affecté aux Graduez. Mais comme c'est vn mois des Graduez simples, le benefice n'estoit deu ny affecté à aucun d'eux, & aucun par consequent ne se peut plaindre qu'on ait voulu le frauder, ainsi nul soupçon de fraude, & l'Ordinaire a vû de son droit comme il a voulu.

On s'arreste quelque fois encore au defect d'insinuation quand il y a de violentes presumptions de fausseté, mais il n'y en a aucune contre la demission dudit sieur Euesque, laquelle seule en tout cas deuoit estre insinuée aux termes de l'Edit des Insinuations: Et pour les prouisions dudit Droüas est à noter qu'il y a inscription formelle de faux contre lesdites Prouisions par vn Gradué, du moins par Dom du Laurent qui en exerce le droit, ainsi le Conseil verra à pur & à plain s'il y a des moyens de faux qui meritent qu'on s'y arreste: Il n'y a donc plus de lieu aux presumptions puis qu'on vient à l'éclaircissement formel & liquide, qui sera fauorable audit Bossuet.

2. Il est certain que les insinuations ont esté introduites pour publier les resignations conformement à la regle de *Publicandis*, & pour empêcher la fraude de ceux qui tenant les resignations cachées, laissent le tiltre incertain entre le Resignataire & le resignant. Et c'est ce qui a donné lieu, comme il paroist par la lecture, premierement à l'Edit du Controle, & ensuite à celui des Insinuations, autrement on ne voit pas de quelle vtilité il seroit que les resignations fussent insinuées du vivant, si ce n'est pour les publier au desir de ladite regle: Or est-il que nous ne sommes point icy dans le cas de la regle de *publicandis*, car il faudroit pour y estre que ledit sieur Euesque d'Auguste eust vescu vn mois apres sa resignation sans qu'elle eust esté publiée, ladite regle de *publicandis*, donnant ce terme pour publier les resignations faites hors de Cour de Rome, & six mois pour les autres; En telle sorte que si le Resignant en Cour de Rome meurt dans les six mois, & le Resignant hors de Cour de Rome dans le mois, cette regle n'a point de lieu, ny par consequent dans cette cause, ledit sieur Euesque estant mort avant le mois expiré; tellement que cette Prouision ne peut estre impugnée que par le soupçon de fraude, à quoy il a esté respondu.

3. Il est certain & hors de tout doute que les Controles & Insinuations n'ont esté ordonnées en tout cas qu'à l'égard des Graduez, & expectans lesquels se rencontrent exclus dans ce procez pour deux raisons.

*Les graduez
exclus de cette
cause par
2. moyens.
1. Moyen.
Preuention.*

La premiere, c'est qu'ils ont esté preuenus par le Pape, les Bulles du 20. Novembre & 5. Decembre 1660. de Rancher & de Valgrae estant de beaucoup anterieures aux requisitions & prouisions de Gouin, des 25. Fevrier & 11. Mars 1661. de Cugnac, des 4. & dernier Mars, de Fourdrinier du 25. Mars de ladite année.

Et ne sert de rien d'objecter le priuilege & les six mois d'un Cardinal: Car ledit Seign^r Cardinal

Abbé ayant consommé son droit par vne Prouision du viuant, & ensuite estant mort dans les six mois sans auoir pourueu par mort, le Pape ne fait aucun tort à son priuilege, & a pû vser sans difficulté de son droit de preuention: Que si cependant les Graduez n'ont pas requis, ils se doiuent imputer leur negligence. Ainsi l'affaire estant reduite aux pourueus *per obitum*, en Cour de Rome, à l'égard desquels l'insinuation n'est aucunement necessaire, il s'ensuit qu'elle n'a point de lieu en cette cause.

2. *Moyen.* La seconde raison qui donne l'exclusion aux Graduez, c'est leur repletion ou les nullitez de leurs Repletion & prouisions.

defaut dans leurs qualitez. Gouin iugé remply par la Chantrierie du Prieuré d'Abbeville, par l'Arrest rendu au Conseil entre luy & le sieur Birroat, sans qu'on luy ait reserué ses degrez. N'importe qu'il s'en soit démis depuis le present procez: ce qui ne luy peut seruir que pour vn autre Benefice.

Gouin. Est à noter que ledit Gouin s'est démis entre les mains du Collateur ordinaire, sur laquelle demission fut pourueu Frere Jean Martin le quatrième Mars 1662. lad. prouision produite par Gouin en ce procez, en laquelle la demission est énoncée du vingt-cinquième Feurier 1661. non toutes fois produite.

Cecy rapporté avec la datte de ladite prouision, fait voir que ledit Gouin ne s'est démis, ou en tout cas n'a fait paroistre & agréer sa demission qu'au temps de ladite prouision, & apres ce procez meü.

Fourdrinier Fourdrinier entre plusieurs nullitez essentielles marquées au procez, est pourueu par D. Lempriere Grand Prieur, & en cette qualité pretendu Grand Vicair de Cluny, le Siege Abbatial vacant. Mais il paroist par le veu de l'Arrest du 16. Aoust 1663. produit par ledit du Laurent, que le Grand Prieur n'a pouuoir de conferer que les Benefices reguliers, ceux qui sont en commande estant expressement reseruez; Par consequent celuy de Gassicourt, lequel estoit en commande lors du deceds dudit sieur Euesque comme il est iustifié au procez.

Et ne seruiroit de rien de dire que la collation dudit Grand Prieur est forcée, veu mesme qu'il n'y a aucune requisition à luy faite par ledit Fourdrinier.

Cognac. Cognac, outre plusieurs defauts dans ses degrez ne veut iamais estre remply, faisant tousiours des accommodemens secrets, & se conseruant par des éuictions frauduleuses, le droit de vexer les autres & de profiter sous main.

Rancher auant qu'il fut d'accord avec luy & ledit du Laurent luy reproche ses Traitez secrets, & Gouin produit ses requisitions & éuictions pretendues ou la fraude est manifeste.

Il fait voir qu'il a requis le Prieuré de Nanteuil, duquel il a esté pourueu par l'Archeuesque de Lyon, & qu'il auroit pû l'emporter s'il n'eust mieux aimé traiter en secret.

Pareillement pour le Prieuré de S. Vigor d'Esperiers, ledit de Cognac l'auoit requis; y auoit procez pendant au Grand Conseil pour raison du possessoire dudit Prieuré, entre le sieur Abbé de Barrault & le Vasseur Clerc du Diocese de Paris; Requête dudit de Cognac, pour estre receu partie interuenante audit procez, du 2. May 1657. Inuentaie de ses pieces du premier Octobre suiuant; lescdites pieces produites par ledit Gouin en ce procez contre ledit de Cognac. Partant reglement & instance liée entre lescdites trois parties audit Conseil, & ensuite lescdites parties paroissent au Chastelet, sans qu'il y en ait aucune autre: Ledit le Vasseur qui estoit en cause audit Conseil, est celuy qui éuoque au Chastelet, & le mesme le Vasseur éuoquant, à la plaidoirie de la cause renonce à son droit, & declare que le droit dudit Barrault estoit le meilleur; Sentence à l'Audience, par laquelle ledit sieur Barrault est maintenu; Cognac en demeure là. Peut-on voir vne collusion plus manifeste?

Est à remarquer en cette Sentence, qu'elle ne reserue point les degrez audit de Cognac, d'où il faut induire qu'ils estoient defectueux, où qu'il estoit remply, où en tout cas qu'il estoit bien d'accord.

C'est son stile dans toutes ses requisitions, il est encore d'accord en cette affaire avec lescdits S^{rs} Herué & du Laurent, comme il paroist par leur concours; Les Graduez à la verité sont dignes de consideration, quand ils poursuiuent de bonne foy le prix de leurs Etudes & de leurs travaux, mais il est iuste de reprimer ceux qui sont mestier de vexer les autres, & de se meller dans tous les procez pour profiter secretement.

Il paroist par toutes ces raisons, que toute la question est reduite aux faits posez par les parties, que tous les autres moyens sont couuerts, & en effet n'ont aucune force contre ledit Bossuet.

Reste donc qu'il fasse voir en detail que les trois faits dont on fait tant de bruit, à sçauoir la course ambitieuse, la garde du corps, & la fausseté, sont manifestement calomnieux.

Sur les faits & 1. Sur la course ambitieuse. Est à noter que ces faits s'impliquent: car si l'on a couru du viuant, on n'a pas gardé le corps, & si l'on a gardé le corps iusqu'à ce qu'on eust obtenu les Prouisions de Monsieur le Cardinal, comme le pose Rancher, on n'a donc pas fabriqué lescdites Prouisions sur vn blanc seing dudit Seigneur Cardinal apres sa mort, comme ledit du Laurent témoigne. Quoy que ces faits s'enveloppent, les parties neantmoins concourent & ont tousiours concouru pour les soutenir.

Cognac, auquel se sont ioints lescdits Rancher & du Laurent par diuerses Requestes, pretend

5

prouuer vne course ambitieuse par le Registre dudit Cousturier, dit qu'il y a vn enuoy fait par ledit Bossuet, du 15. Octobre, qu'il y auoit 15. dans ledit Registre, mais qu'on a fait vn pasté pour effacer, & qu'on a écrit dessus *vigesima*, au lieu qu'en effet l'enuoy est du 15. luy & ses conforis s'incriminent en faux contre le Registre, demandent qu'il soit rapporté pour reconnoistre que l'enuoy est du 15. d'où ils tirent cette induction; où ledit sieur Bedacier estoit mort le 25. & par consequent auant le 19. ainsi le corps a esté gardé, où il n'estoit pas mort, & en ce cas la course ambitieuse sera auerée, & tousiours indignité de part & d'autre.

Le Conseil a joint les Requestes & inscriptions de faux par trois Arrests, & ordonné par le dernier que le Registre dudit Cousturier seroit mis es mains de Monsieur le Rapporteur, à la diligence dudit de Cugnac.

Contre cette pretendue course ambitieuse, deux responses inuincibles.

La premiere, que la datte du 20. est tres-veritable.

La Lettre qui a esté compulsée de M^e Gaspard Hache, correspondant à Rome dudit Cousturier, est formelle, par cette Lettre trouuée dans la liasse des Lettres dudit Hache, de l'année 1660. il écrit audit Cousturier du 1. Nouembre 1660. apres plusieurs autres affaires, qu'on luy apporte vn paquet par vn Courier extraordinaire, datte du 20. du passé, avec deux commissions, *sub anno 1660. & 771. sur lesquelles ila retenu les dattes nécessaires. 771. c'est pour* Bossuet, & 771. *pro Magistro Stephano le Camus*, ainsi qu'il paroist par le compulsoire.

Est à noter que la datte desdites prouisions, *per obitum*, est du 1. Nouembre, comme il paroist mesme par le *perquiratur* dudit de Cugnac.

De cette datte deux consequences remarquables.

1. Quel enuoy du 15. Octobre est impossible; car il est notoire que le Courier ordinaire party de ce iour, n'arriua à Rome que le 5. de Nouembre, & ne met iamais moins de 20. iours en sa course, au lieu qu'on vouldroit que dans les iours courts sur la fin d'Octobre, pendant lesquels il faut au moins 22. & 23. iours, il soit arriué en quinze, par consequent impossible que l'arriuée estant le 1. Nouembre, l'enuoy soit par l'ordinaire du 15. comme Cugnac le suppose.

2. Cette datte fait voir que le paquet a esté porté par vn Courier extraordinaire, puis qu'il n'est pas possible que l'ordinaire party le 15. Octobre, soit arriué le premier Nouembre. Il se peut que le Courier extraordinaire soit party de Paris pour Rome, ou de Paris pour Lyon, & qu'estant arriué à Lyon vn autre Courier extraordinaire soit party de Lyon.

Il ne reste plus que de dire que Bossuet a enuoyé dès le 8. & si l'on veut auant la maladie dudit sieur Enesque pour estre plus asseuré.

Il ne sert à rien de demander si Bossuet a enuoyé vn Courier extraordinaire. L'Arrest de l'Abbé de Bussy pour le Prieuré d'Ambierre, est celebre. On luy objectoit la course ambitieuse; à quoy il disoit pour toute response qu'il n'auoit fait partir aucun Courier, & qu'il falloit que l'auis eust esté porté d'hazard par quelque Courier extraordinaire; il ne laissa pas d'estre maintenu par le Conseil.

Il partoist assés souuent des Courriers extraordinaires dans le temps dudit enuoy, & durant tout le cours de la maladie dudit Seigneur Cardinal, soit pour Rome, soit pour Lyon, & de Lyon autres Courriers extraordinaires pour aller plus viste.

L'ordinaire de Paris à Lyon, part le Mardy & quelquefois est retardé iusqu'au Mercredy matin. Le 20. Octobre en l'année 1660. écheoit vn Mercredy: si bien qu'il se peut faire que ledit paquet ait esté porté à Lyon par l'ordinaire, & par vn extraordinaire de Lyon à Rome.

On a ouï dire plusieurs fois audit Cousturier qu'assez souuent il enuoyoit à la Poste des paquets de cette sorte, que le pis qui pouuoit arriuer estoit qu'ils partissent par l'ordinaire, & que le hazard vouloit quelque fois qu'ils fussent portez plus diligemment.

Quoy qu'il en soit, tout cela est inutile, & il suffit à Bossuet qu'on ne luy peut objecter qu'il soit hors des termes de la Regle, *de verisimili notitia*; puisque depuis le 20. Octobre, iusques au 1. Nouembre, il y a plus de temps qu'il n'en faut.

Et quand on en vouldroit reuenir à la Regle de *impetrantibus beneficia viuentium* (contre laquelle, neantmoins ledit Bossuet n'a pas manqué) ce deffaut n'iroit en tout cas qu'à la nullité de cette prouision, & de quelque autre qu'il auroit peu poursuiure *per obitum* posterieurement, *promissio per obitum huiusmodi de nouo facta*, selon les termes de la Regle; mais ne le pouroit pas exclurre de receuoir vne resignation d'vne autre personne pourueu par vn autre genre de vacance, ainsi qu'en cette espece ledit Bossuet a le droit par resignation de Droüas qui a esté pourueu sur la demission pure & simple dudit S^r Euesque, admise de son viuant.

Outre ces raisons, il est encore inutile d'examiner ledit Registre; car quand il se trouueroit, ce qui n'est pas, que ledit Cousturier se seroit trompé par mégarde dans la datte du mois, & que luy-mesme en mesme temps auroit réparé l'erreur de sa main, en écrivant au dessus la datte veritable, qu'elle mauuaise consequence s'en ensuiuroit-il? Il y a assez d'autres ratures dans son Registre, dont il n'y a nulle induction à tirer, & il y paroist vne erreur de datte dans le mesme Registre du mois d'Octobre 1660. en ce qu'il y a vn enuoy du 23. Octobre, qui apparemment est du 22. qui estoit le Vendredy iour du départ du Courier. Cét endroit a esté compulsé à la Requeste mesme des parties.

Il n'y a donc aucune raison de croire cette prétendue course ambitieuse.

Mais enfin, & c'est la seconde deffense, cette question n'a point de lieu en ce procez au sujet de ladite prouision, puisque Bossuet ne l'a pas produite, & declare qu'il ne s'en sert pas, autrement il auroit produit les Bulles, ce qu'il n'a pas fait.

Ce n'est pas qu'elles ne soient obtenues en fort bonne forme; mais c'est qu'il n'en a pas besoin, & qu'il ne veut pas donner lieu à de nouvelles chicannes, ny introduire dans ce procez vne question inutile.

On luy objecte qu'il a produit le compulsoire du Registre & l'enuoy du 20. Octobre; c'est ce qui n'est pas veritable.

Cugnac a fait le premier ce compulsoire & l'a produit, & a objecté la falsification du Registre.

Encore que ledit Bossuet eust pû se contenter de respondre, qu'il ne se seruoit pas de cette prouision, ny de cet enuoy, neantmoins il a esté bien aise de donner l'éclaircissement de ce fait, & faire voir au Conseil les chicannes affectées de ses parties.

Pour cela, il a produit la Lettre du correspondant de Rome, & employé en mesme temps le compulsoire du Registre pour faire voir la conformité de l'un & de l'autre.

~~Il a produit aussi la Lettre du correspondant de Rome, & employé en mesme temps le compulsoire du Registre pour faire voir la conformité de l'un & de l'autre.~~

Si les termes dont s'est seruy son Procureur ne sont pas si clairs, il est en pouuoir de les expliquer & de declarer ses intentions, lesquelles n'ont iamais esté de produire en aucune sorte cette prouision, ny l'extraict de cet enuoy, ainsi qu'il l'a déclaré par trois fois en iugement. Et quant à la Lettre dudit Hache, & audit compulsoire, il a déclaré pareillement qu'il ne s'en sert, & ne s'en sert en effet que par forme de contredit & d'éclaircissement, comme dit est: Le Conseil est supplié de remarquer les termes de ladite Requête, dans laquelle il se verra que bien loin de produire ledit enuoy & de s'en seruir, il induit que l'inscription de faux est ridicule, parce qu'elle est contre vne piece de laquelle on ne se sert pas.

C'est donc vne pure chicane que cette inscription de faux contre ce Registre; car enfin qu'en veut-t'on induire? ou la Garde du corps, dit-on, ou la course ambitieuse; Mais il faut dire lequel des deux & ne pas poser en l'air des faits qui s'impliquent. Si c'est le fait de la Garde du corps, il est suffisamment éclaircy par les Enquestes, & vne rature dans le Registre dudit Cousturier, ny mesme vne équiuoque qu'il auroit réparée, ne feront pas qu'un homme fust mort le 15. dont la vie est prouuée clairement iusques au 19. & lequel de l'aveu mesme de Dom Rancher qui a articulé la garde du corps, n'est mort que le 16. ou le 17. comme il sera remarqué cy dessous. Que si c'est la course ambitieuse que l'on veut induire, outre que ce fait est sans apparence, il ne peut pas estre receu en cette cause, à l'égard d'une prouision qu'on ne produit pas & d'un enuoy dont on a déclaré trois fois en iugement qu'on n'entend pas se seruir.

Aussi le Conseil ayant donné acte audit Bossuet de sa declaration, a joint la Requête & l'inscription de faux au procez, & pour ce qui est du Registre dudit Cousturier, si le Conseil a donné à l'importunité dudit de Cugnac & de ses consorts, qu'il fust remis entre les mains de M^r le Rapporteur à leur diligence, ce qui ne nuit en rien audit Bossuet; c'est tout ce qu'ils en peuuent esperer.

Fait.
Garde du corps. Pour ce qui touche la garde du corps, le Conseil verra la verité dans les Enquestes, & Bossuet a déclaré tout le fait iusques aux moindres particularités dans ses contredits, que le Conseil est supplié vouloir les y obseruer.

Il remarquera seulement pour détruire toutes les chicanes, par lesquelles on tasche d'embrouïller l'affaire.

Que celui qui met en fait la garde du corps, est obligé de la prouuer auant la resignation admise.

L'intention de l'ordonnance est de reprimer ceux qui prennent de fausses dates de la mort, pour faire valoir des prouisions nulles.

Cela paroist par les termes de l'ordonnance de 39. art. 54. *Et afin que la verité desdits decez puisse plus clairement apparoir; C'est pour cela qu'elle prescrit que le decez soit déclaré aux Eglises aussi tost qu'il est arriué; Mais l'article 55. y apporte cette moderation: Et neantmoins en tout cas auparavant faire lesdites Sepultures, Voulons & ordonnons estre faite inquisition sommaire & rapport au vray du temps du decez pour sur l'heure faire fidelement le Registre.*

Il paroist donc que l'ordonnance veille contre ceux qui declarent faullement le iour du trespas, & que les gardes de corps prohibées, art. 56. sont celles qui vont à l'obscurcir. Ainsi quand le iour du trespas a esté déclaré au vray du moins auant la sepulture, & qu'on n'en a point pris vne fausse datte, on n'est point dans le cas de l'ordonnance.

Partant celui qui pose en fait la garde du corps, est obligé de prouuer & qu'on ait déclaré faullement le iour de la mort, & qu'elle soit arriuée auant la prouision, laquelle on debat; autrement il ne seroit admis à sa preuue.

Aussi Rancher par sa Requête du 15. Mars 1662. a posé en fait, que la mort dudit sieur d'Anguste

n'estoit pas arriuée le 19. Octobre, comme ledit Bossuet l'auoit déclaré; mais le 12. ou le 13. au plus tard, & par conséquent la garde du corps auant la prouision qui est du 16.

Voila le faict dont la preuue a esté admise par l'Arrest interlocutoire: Rancher demeure d'accord den'auoir point fait cette preuue; car dans son inuentaie de nouuelle production, fol. 2. recto 9. verso, & 10. recto, il dit que la mort est arriuée le 16. ou le 17. Octobre 1660. du moins, adjouste-t'il auant le 19. tant il sent son faict incertain & sa preuue defectueuse.

Il faut donc qu'il auouë qu'il n'a point prouué son faict, à sçauoir la mort le 12. ou le 13. ny la garde du corps auant les prouisions, puis qu'elles sont du 16. & qu'il reconnoist que par sa preuue le decez est incertain entre le 16. & le 17.

La verité est, qu'il se trouuera que la demission est le 13. Octobre; la prouision le 16. l'Extreme-Onction le 17. la mort le 19. vn Mardy sur les 10. à 11. heures du matin le lendemain de S. Luc cômme on l'a touiours déclaré; l'embaumement le 20. iour de S. Crespais Euesque d'Agen, Feste conuë dans le Pais; le conuoy & l'Enterremēt public des entrailles le 21. iour que le corps fut mis en depost à la Paroisse, en attendant les ordres du S^r Bedacier frere dudit defunt. Si Rancher a fait dire à quelques vns de ses témoins qu'on a veu le corps mort durant trois iours, l'éclaircissement est facile par ce que dessus; ces trois iours sont le 19. iour du decez, le 20. iour de l'embaumement, le vingt-vn le iour du Conuoy, & ces trois iours en effet n'en font qu'un complet entre le decez & le Conuoy, ainsi que ledit Bossuet l'a touiours déclaré & reconnu dans son interrogatoire & ailleurs.

Par conséquent il ne peut estre veritable, ny qu'on ait iamais déclaré vne fausse datte de la mort, contre les termes de l'Ordonnance, ny que le corps ait esté gardé pour faire valoir des prouisions nulles.

Quand il seroit prouué qu'apres le dix neuuisme, les domestiques pour autres veuës que celles du benefice, auroient fait durant peu d'heures quelque finesse de la mort qui estoit d'ailleurs tres-conuë, cela ne regarde point ledit Bossuet qui n'y auoit nul interest, & n'y est meslé en façon quelconque. Les motifs & la verité des choses se decouuriront dans l'Enqueste tres-nettement à son auantage, si on regarde de près tous les faits.

Est à noter qu'il se trouuera qu'on laissoit voir le malade, sans difficulté, estant moribond & à l'agonie; On n'auoit donc pas dessein de celer la mort, autrement il eust fallu prendre ses precautions dès le viuant.

Il se trouuera encore qu'en effet elle fut conuë d'abord dans la maison & déclarée au Curé, & que l'on sonna dès le iour mesme qui estoit la veille de ladite Feste de S. Crespais: tellement que tout ce recelement pretendu n'est qu'une pure illusion, & tout au plus quand on voudroit prendre les choses au pis, vne tentatiue sans effet, laquelle 1. Ne regardoit en rien le benefice dont la demission estoit admise, & 2. Ne peut nuire par ce qu'en tout cas il faudroit prouuer non vn dessein de recelement; mais vn recelement effectif.

Le point est, de fixer le iour de la mort: Or est-il, que plus de dix témoins oculaires auront pû deposter qu'elle est arriuée le 19. Octobre; & parmy plus de 60. qui ont esté ouïs, on s'assure qu'il n'y en aura pas vn seul qui l'ait mise auant ledit iour, si ce n'est Taillefer Apothicaire qui n'y estoit pas, & qui a parlé incertainement & malicieusement, comme il paroistra à ce qu'on espere; & Pougeois Chirurgien, auquel il paroist par deux Lettres produites au procez en original; que Rancher a fait offrir de l'argent contant pour le faire parler à sa mode; Témoin d'ailleurs qui contredit manifestement tous les autres, & luy-mesme ayant donné vn certificat produit au procez pardeuant l'arry Notaire Royal, que ladite mort est arriuée ledit iour 19. & dans la deposition duquel si elle est telle qu'il s'est vanté de l'auoir faite, on verra malgré sa corruption & sa malice affectée des vestiges tres-clairs de la verité. Les depositions du grand nombre de témoins qu'on pretend auoir fixé certainement le iour du decez au 19. d'Octobre 1660. sont encore fortifiées par la preuue literale de la consultation de trois Medecins, par l'inuentaie de ce qui estoit dans vne cassette dudit sieur d'Auguste, par le Liure Journal du sieur du Charmel, par le certificat du Curé du Charmel, produit mesme par ledit de Cugnac: Et encore par ledit certificat de Pougeois quand il asseuroit la verité six semaines apres le decez duquel il a voulu parler incertainement, deux ans apres s'estant laissé corrompre.

Ainsi malgré les subornations & les artifices de M^r Herué qui sont prouuez au procez, & paroistront dans les procez verbaux & dans les Enquestes, il faut que les parties abandonnent cette pretenduë garde du corps, aussi font-ils à present leur fort sur le dernier refuge des chicaneurs; c'est à dire l'inscription de faux aussi peu fondée que tout le reste.

Dom du Laurent qui s'est inscrit en faux contre la grosse & minutte des prouisions de Droüas, ne peut pas esperer que cette inscription luy donne gain de cause; mais il ne l'a faite que pour gagner temps par vn interlocutoire de veuë d'Experts, & donner lieu à de nouuelles chicanes & à de nouuelles surprises.

Le Conseil peut trancher tout net par vn Arrest definitif, & pour cela il ne faut que voir de quelle sorte ledit du Laurent a articulé la fausseté, & par quels moyens il la prouue, il paroistra clairement que tout cela peut estre iugé sans Experts; Voicy ce qu'il en a dit à l'Audiance.

3. Fait.
Inscriptio
de faux.

Premierement, il a posé que la minute des provisions estoit vn blanc signé dudit Seigneur Cardinal qu'on auoit remply apres sa mort; chose ridicule & sans apparence pour deux raisons. 1. Il y a grosse & minute signée dudit Seigneur Cardinal. Ledit du Laurent croit-il fort facile de trouuer à point nommé deux de ses blancs seins, l'un en parchemin, l'autre en papier? Sa signature estoit-elle de si petite importance, & luy si peu considéré que de l'abandonner de la sorte? Ioint, que le sieur de la Rose l'un de ses principaux Secretaires a signé la grosse, & que le Sceau dudit Seigneur y est apposé, ainsi cette supposition est sans apparence. La seconde raison, c'est qu'il ne se trouue pas que ledit Seigneur ait pourueu aucun autre que Droüas dudit Prieuré de Gassicour. Or est-il qu'il est ridicule de penser, & qu'on ne luy eust pas demandé, & qu'il n'eust pas donné vn benefice de cette nature. N'y ayant donc autre provision que celle dudit Droüas, il s'ensuit qu'elle est veritable.

L'induction pour prouuer le blanc signé, sur ce que les dernieres lignes de ladite minute paroissent tant soit peu pressées, est impertinente; car il se voit à l'œil que cela s'est fait, par ce que la page estoit presque remplie, & qu'il falloit laisser de la place pour la signature dudit Seigneur & des témoins.

Le second moyen de faux, c'est que la signature de Giry l'un des témoins, n'est pas veritable; c'est pour ce fait qu'il pretend que les Experts sont necessaires; Mais le Conseil est supplié de remarquer, qu'il ne pose pas simplement en fait que cette signature n'est pas veritable; mais qu'il l'induit & produit des pieces pour prouuer son induction. Or la fausseté de cette induction peut estre iugée sans Experts.

Il dit premierement, que Giry estoit mort lors que ladite minute a esté faite: Il ne faut point d'Experts pour iuger ce fait, il n'auroit qu'à rapporter le mortuaire dudit Giry, il se trouueroit qu'il est mort près de six mois apres ladite provision, ainsi il y a eu plus de temps qu'il ne falloit pour le faire signer, quand mesme on voudroit supposer qu'il n'auroit esté présent: ce qui est neantmoins vn fait en l'air.

Il dit en second lieu, que ledit Giry estoit Procureur au Conseil au temps de la datte de ladite provision, en laquelle neantmoins il est seulement qualifié praticien; Mais le Conseil iugera bien sans appeller des Experts, que cette remarque est friuole, & en effet dans toutes les provisions où Giry a signé depuis qu'il a esté Procureur, il n'est dénommé que praticien. Il y en a vn grand nombre produites en ce procez où le Conseil verra cette verité, aussi bien que sa signature semblable à celle de question, dans des temps non suspects & pendant plusieurs années auant sa mort.

Il dit en 3. lieu, que les Lettres du nom de Giry dans ladite minute de provision, sont d'une autre conformation que les signatures dudit Giry dans les Requestes qu'il a signées comme Procureur, produites par ledit du Laurent en ce procez; qu'en celle-la, le g, est tiré en bas en cette forme *g* & en celles-cy, *g* en haut en cette maniere *g* que les r, ont des figures differentes, & qu'enfin dans ladite minute il n'y a point de paraphe, & dans les autres signatures il y en a vn fort grand & fort beau, d'où il conclud que la signature dudit Giry a esté fort grossierement fabriquée par ledit Bossuet, & qu'elle n'a pas mesme esté ny imitée ny contre-faite.

C'est pour cette raison que Bossuet soutient que les Experts ne sont point icy necessaires, lesquels ne sont appelez aux termes de l'ordonnance, que pour connoistre les escritures contrefaites.

Il n'y a personne qui ne voye sans appeller des Experts, si vn g, est tiré en haut ou en bas, & si les conformations des lettres sont opposées; mais tout le monde sçait bien aussi sans auoir besoin d'Experts, que cela n'induit point la fausseté & qu'un mesme homme peut signer differemment & former des caracteres fort dissemblables.

Il est prouué au procez, que Giry connu de tout le Conseil, comme vn ieune homme qui auoit la teste aussi bien que la main fort legere, estoit de ceux qui signent en plusieurs façons differentes.

Bossuet a produit cinquante provisions dudit Seigneur Cardinal, où ledit Giry a signé en qualité de témoin depuis près de dix ans, où il se voit des g de trois ou quatre façons opposées, des r de mesme, des paraphes fort dissemblables & souuent point du tout, quelque fois vn V, à la teste qui estoit la premiere lettre de son nom Vincent, quelque fois Vincentius écrit tout du long; il n'y a que l'Y seule qui par tout monstre le mesme dessein & la mesme forme.

Parmy toute cette diuersité, la plus grande partie de ces provisions sont signées de mesme maniere que celle dudit Droüas.

Lesdites signatures ne peuuent pas estre contestées par ledit du Laurent; car il soutient que dans la fabrication pretendue de ladite minute, on a employé le nom de Giry comme étant le témoin Bannal qui signoit toutes les provisions dudit Seigneur Cardinal. Donc il faut qu'il adouë que les signatures dudit Giry dans lesdites provisions, sont veritables.

Ioint que d'ailleurs, il est ridicule de croire que depuis dix ans on ait pris plaisir chez ledit Seigneur Cardinal à auoir vn homme aposté pour signer faussement le nom de Giry, veu que tout autre témoin estoit également bon, & que Giry viuoit par le moyen duquel on eust peu reconnoistre la fausseté.

Au reste lesdites minutes ne peuuent point passer pour pieces priuées, étant contre signées par le

Secrétaire dudit Seigneur Cardinal qui tient lieu de personne publique, & étant attestées par deux témoins.

Ces minutes sont considérables en ce fait plus que toutes les autres pièces, tant à cause qu'il s'agit d'une minute dans laquelle ledit Giry avoit plus de raison de garder la même manière de signer, qu'il pratiquoit ordinairement dans les autres, qu'à cause aussi que ledit du Laurent convenoit que c'étoit l'un des témoins dont on se servoit.

Il faut donc conclure nécessairement de l'aveu même de la partie, que les signatures de Giry dans lesdites minutes sont véritables; qu'il est constant que ledit Giry signoit en plusieurs façons différentes; Par conséquent que l'induction de fausseté tirée de ladite variété, est nulle, & peut être reconnue pour telle sans appeler des Experts. Ainsi l'on ne voit pas à quoy ils sont nécessaires. Dom du Laurent ne met point en fait que les caractères soient contrefaits; mais plutôt qu'ils sont opposés. Il tire son principal & unique moyen de faux de cette variété: Toute la décision est donc de sçavoir si un même homme peut signer différemment, & si Giry étoit du nombre de ceux qui signent avec cette diversité: Le premier, n'est ignoré de personne: Et le second, prouvé si certainement de l'aveu même de la partie, qu'il n'y a pas lieu de douter ny de rechercher un plus ample éclaircissement.

Le Conseil jugera d'ailleurs, s'il y a la moindre vray-semblance à croire la fausseté de cette pièce qui induiroit celle de toutes les autres provisions dudit Seigneur Cardinal; Pièce d'ailleurs dont la grosse & la minute sont signées par ledit Seigneur, la grosse contre-signée par l'un de ses principaux Secrétaires, la minute déposée au Secrétariat dudit Seigneur chez Monsieur Colbert, d'où elle a été tirée & remise par un de ses Commis au Greffe du Conseil, sans que jamais ledit Bossuet ait vu ny touché ladite minute, jusques après la présente inscription de faux.

Conclud, partant ledit Bossuet à ce que sans avoir égard auxdites inscriptions en faux qui seront déclarées teméraires & calomnieuses, il soit maintenu & gardé en la pleine maintenue du possessoire dudit Doyenné, avec tous despens, dommages & intérêts.

Monsieur DV VERDIER DE GENOVILLAC, Rapporteur.





